

# DE QUOI VIVENT LES PARTIS ?

Pas d'amour et d'eau fraîche mais d'argent public avant tout. La droite flamande en est surtout accro, la gauche sollicite davantage la contribution de ses mandataires et affiliés.

PAR PIERRE HAVAUX

**L**e CDH affectionne toujours autant les placements (80% de son capital financier) qu'en revanche la N-VA, et surtout le Vlaams Belang, désertent massivement pour se rabattre sur de l'argent plus vite disponible. Les verts francophones et flamands, DéFI (ex-FDF), le PTB/PvDA, s'épargnent ce genre de dilemme : ils ne placent jamais, c'est contre leur religion. Le MR affiche une prédilection chronique pour ce qui est terrains, constructions et matériel roulant (pas loin de la moitié de son actif). Le PS, lui, entretient son profil de parti bien dans ses papiers, qui se dispense d'épargner fiévreusement pour mieux soigner sa machine organisationnelle qui reste la clé de sa puissance.

A chaque parti ses recettes et ses marottes pour assurer son train de vie et nouer les bouts. Entre le Nord et le Sud, entre la gauche et la droite, il y a des nuances dans les comportements.

La manne publique est, de très loin, la principale source d'alimentation des partis qui y ont droit. Ils en sont dépendants à plus de 80 % (68,6 millions d'euros distribués en 2015). Les partis flamands en vivent davantage que les formations francophones. Surtout s'ils se situent à la droite de l'échiquier politique. L'Open VLD montre l'exemple, avec un taux de dépendance aux deniers publics qui frôle les 95 %, suivi par le Vlaams Belang et la N-VA (autour des 90 %). Côté francophone, c'est une tradition, le CDH se montre le plus accro (90 %).

D'autres rentrées sont les bienvenues pour arrondir des fins de mois difficiles. Les mandataires doivent y aller de leur poche. C'est une vieille inclination de la gauche ou un filon exploité par des formations plus désargentées. L'an dernier, DéFI a mis ses élus à contribution pour plus de 46 % de ses ressources, Ecolo pour 20 %, le PS 16 %. La droite a la main nettement plus légère : N-VA et Vlaams Belang ne retirent de leurs mandataires que 5 % de leurs rentrées, le MR 3,5 % alors qu'en 2015, l'Open VLD a frisé le taux zéro.

Il reste le coup de pouce des affiliés. Moins attendu par le PS au fil du temps (4,7 % de ses ressources en 2015, 5,7 % en 2011, 7,3 % en 2008), peu prisé par la N-VA (3 %) et Ecolo (2 %), snobé par l'Open VLD (0,6 %). ♦

## Le PTB fait dans le foncier

Nouveau venu dans le cercle des partis admis à la manne publique, linguistiquement inclassable vu son caractère unitaire, le PTB/PvDA quitte le règne de la débrouille qui le forçait à se financer à coups de dons et de cotisations de membres.

Son irruption aux parlements en 2014 (huit députés fédéraux et

régionaux) « a donné une énorme impulsion financière au parti : son capital financier a doublé en à peine un an de temps » pour s'élever à 3,4 millions d'euros, relève Jef Smulders (KUL).

**Financement public**

(609 600 euros, un quart des ressources) et contributions des mandataires (441 000 euros, 19 % des recettes) ne détournent pas la gauche radicale de ses fondamentaux : sa principale source d'alimentation (45 %) reste l'apport de ses adhérents qui, l'an dernier, a franchi la barre du million d'euros (+ 19 % en un an).

Le PTB, « une structure financière stable », certifie son réviseur d'entreprise. Dont l'actif se compose majoritairement de terrains et d'un immeuble (62 %) pour 30 % de liquidités (1 025 000 euros en 2015).